



**FRANÇOIS BOILEAU**

Commissaire aux services  
en français de l'Ontario

M<sup>e</sup> François Boileau est le premier commissaire aux services en français de l'Ontario. Il reçoit les plaintes du public et a un pouvoir d'enquête et de recommandation sur les questions touchant l'application de la *Loi sur les services en français*.

Avant d'entrer en fonction en août 2007, M. Boileau était conseiller juridique au Commissariat aux langues officielles où il a été impliqué dans de grandes causes devant la Cour suprême du Canada. Il a aussi œuvré à la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), une organisation qu'il a représentée dans l'affaire *Montfort* devant la Cour d'appel de l'Ontario. De plus, il a été le premier directeur général du Programme de contestation judiciaire du Canada à Winnipeg. Reconnu comme expert en droits linguistiques, il est souvent appelé à se prononcer à ce sujet à titre de conférencier.

Grâce à la mise en œuvre en juin 2009 de l'une de ses recommandations issue de son premier rapport annuel, l'Ontario possède maintenant une nouvelle définition de la population francophone. En mai dernier, il dévoilait son premier *Rapport spécial sur la planification des services de santé en français en Ontario*. Récemment, le gouvernement de l'Ontario a répondu favorablement à l'une des recommandations du commissaire dans ce rapport en annonçant l'adoption d'un Règlement sur l'engagement de la collectivité francophone, ce qui a permis au commissaire de régler plus d'une centaine de plaintes en santé à ce sujet.



**FRANÇOIS BOILEAU**

**French Language Services  
Commissioner of Ontario**

François Boileau is Ontario's first French Language Services Commissioner. He receives complaints from the general public and has the power to make recommendations on matters pertaining to the provision of the *French Language Services Act*.

Before his nomination in August, 2007, Mr. Boileau fulfilled the role of Legal Counsel with the Office of the Commissioner of Official Languages where he was involved in landmark cases before the Supreme Court of Canada. He also worked with the *Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA)* of Canada, which he represented before the Ontario Court of Appeal in the *Montfort* case. Mr. Boileau was also the first executive director of the Court Challenges Program of Canada in Winnipeg. He is recognized as an expert in linguistic rights and as such has been invited as guest speaker to many conferences.

Since June 2009, Ontario has a more inclusive definition of its Francophone population as a result of the implementation of one of the Commissioner's recommendation of its first annual report. Recently, by adopting the Regulation with Respect to Engagement with the Francophone Community, the Government of Ontario responded positively to another one of his recommendations made in his *Special Report on French Language Health Services Planning in Ontario* unveiled in May 2009. As a result, the Commissioner resolved over one hundred complaints that were in relation to this regulation.